



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article2879>

Autour d'un thé (Le Calame)

- Articles de presse - Articles -



Date de mise en ligne : mercredi 4 août 2010

Union des Forces de Progrès

Nous sommes à une semaine du mois béni de Ramadan. Félicitations à tous les Mauritaniens. Les prix des denrées de première nécessité vont baisser. Le kilogramme de sucre ne coûtera plus, l'espace d'un mois, 240 UM ; le sac de riz royal ne vaudra plus 10.600 ouguiyas et le bidon de 20 litres d'huile ne sera plus à 6.600 ouguiyas. Lait en poudre, Gloria, Jumbo, sel, citron, carotte, navet, thé, menthe, courgette, piment, poivre et autres produits et condiments, verront, grâce à la divine Baraka ramadanesque, leur prix rétrograder. Vite, encore quelques verres de thé, avant que les exigences du Ramadan nous en privent, pendant quatre semaines bien tapées ! Encore quelques supputations et ragots, avant le mois béni qui recommande, aux fidèles, de s'abstenir au maximum de raconter des histoires, sur fond de suppositions ou de rumeurs. Faisons, alors, le plein de thé et de persiflages, avant que les exigences religieuses nous clouent la g... pendant 29 jours par défaut, 30 par excès. Il y a deux semaines que le 18 juillet, date du premier anniversaire de l'accession par la voie des urnes du président Ould Abdel Aziz, a été célébré. Dans quelques jours, celui-ci fera face aux Mauritaniens, dans une émission spéciale, à l'occasion du deuxième anniversaire du 6 août. Les dates du 10 juillet et du 12 décembre ne veulent plus rien dire. Eski ! Ainsi va la vie. Pourtant, il y a une date logiquement importante dont personne ne parle, celle du 4 juin 2009.

Ce jour où un homme jouissant de toute la légalité constitutionnelle a accepté, volontairement, par un discours qui restera historique, malgré toute la désinformation dont il a fait et fait encore l'objet, de surseoir à son droit, pour décrier une crise aiguë suscitée par les agissements égoïstes d'une bande de généraux. Ce geste méritait, au moins, qu'on s'en rappelle. L'autre soir, à l'occasion de la sortie d'une promotion d'officiers de l'Ecole Militaire Inter-armes d'Atar (EMIA), un journaliste s'époumonait à rappeler, aux téléspectateurs, le statut de chef suprême des armées de Mohamed Ould Abdel Aziz, statut que lui confère sa qualité de président de la République. Comme si Sidi ne l'était pas tout autant, le jour où il décida de destituer des officiers supérieurs de cette même institution. Maladresses, encore une fois, de la radio nationale et de la TVM. Quand saurons-nous, enfin, que leur traitement de l'information publique dépend du système du moment ? Si l'on s'amuse à comparer leurs prestations, de 1978 à nos jours, que de contradictions, que de flagorneries, que de mensonges et de zèle ! Une preuve, tiens, au hasard : la décision du directeur général d'une de ces institutions d'empêcher la diffusion d'une émission sur un phénomène social aussi important et aussi d'actualité que l'esclavage...

Après Yahya Ould Ahmed El Waghf et Boydiel Ould Houmeïd, le chef de file de l'opposition démocratique et président du Rassemblement des Forces Démocratiques (RFD), Ahmed Ould Daddah, vient de rencontrer le président Mohamed Ould Abdel Aziz. Les déclarations de l'opposant historique, relatives à l'attaque par la France, sous couvert de la Mauritanie, d'une base d'AQMI, le jeudi 22 juillet - quatre jours, donc, avant la rencontre des deux hommes - présageaient un climat détendu. Exclusion des cadres de l'opposition, au sein de la haute administration ; attribution des marchés publics, selon l'allégeance au pouvoir ; implication systématique de l'opposition, dans les grandes questions nationales : voilà, entre autres, les sujets évoqués, officiellement, par Ould Daddah. Aucun mot sur les résultats de la dernière élection présidentielle que le RFD conteste encore, rien sur le dialogue inclusif sur la base duquel les accords de Dakar ont été signés, sortant le pays de sa grave crise institutionnelle. Gros « oublis » ? Manoeuvre politicienne ? Complaisance à l'égard d'un homme réputé imprévisible ? Et, tout juste après la rencontre, dans une déclaration faisant suite à une réunion du bureau exécutif du RFD, les modalités de l'engagement d'un dialogue sur la base de l'accord de Dakar sont formulées, avec la qualification de Mohamed Ould Abdel Aziz en « président de la République ». Une manière toute éRéFDéyenne de reconnaître, enfin, la légitimité d'Ould Abdel Aziz. En contrepartie de quoi ? D'une garantie de l'homme de ne pas se présenter pour un deuxième mandat ? Ou de son engagement à organiser une élection présidentielle anticipée, « propre, libre et transparente » ? Ce qui, selon la logique et le calcul du RFD, ouvrirait, inévitablement, enfin et in extremis, la porte du palais ocre à leur éternel candidat de président de parti. Encore une nouvelle lune de miel entre Ould Abdel Aziz et Ould Daddah ? Pt'être bien qu'oui, pt'être bien qu'non. Un adage populaire célèbre ne nous enseigne-t-il pas, tout de même, que celui qui a été mordu par le serpent craint la corde ?

[Le Calame](#)